



*Par Daphnine Joseph*

<https://www.alterpresse.org/spip.php?article28579>

P-au-P, 30 août 2022 [AlterPresse] --- Les petrochallengers, regroupés au sein de la structure citoyenne *Nou p ap d'òmi*, appellent les autorités étatiques à agir contre les actes de criminalité dans le pays, notamment dans la zone métropolitaine de la capitale, Port-au-Prince, dans une note transmise à l'agence en ligne AlterPresse.

Ils déplorent l'inaction des autorités de facto face à l'aggravation continue des actes de criminalité, sur le territoire national.

Tous les secteurs ainsi que tous les acteurs/actrices de la vie nationale doivent assumer leurs responsabilités, en vue de résoudre la crise que traverse Haïti, exige *Nou p ap d'òmi*.

« Assumons nos responsabilités et prenons notre courage à deux mains, en vue d'une décision pour sauver Haïti de la mort, de la misère, de la honte et de l'indignité, qui rongent la population ».

La situation de terreur, alimentée par les actes de banditisme des gangs armés, devrait éveiller la conscience collective et porter à prendre des dispositions nécessaires, pour empêcher cette dégringolade dans l'instabilité, préconise *Nou p ap dòmi*.

Depuis plusieurs mois, différents gangs armés continuent de perpétrer, en toute impunité, les actes de criminalité, dont de kidnapping, sur le territoire national, malgré des efforts isolés de la Police nationale d'Haïti (Pnh) d'y mettre un terme.

Plus de 470 personnes ont été tuées, blessées ou portées disparues, lors des affrontements violents qui ont éclaté, du 8 et 17 juillet 2022, entre des gangs rivaux de Cité Soleil (municipalité au nord de la capitale, Port-au-Prince), ont indiqué les Nations unies.

Pour sortir définitivement de cette situation, [il faudra prendre en compte, dans nos réflexions, d'autres aspects de la question sécuritaire : la privatisation des services de sécurité, la décomposition de l'État, la crise généralisée \(politique, institutionnelle et sociale\), et le déficit d'alternatives](#), a recommandé

l'enseignant-chercheur Jhon Picard Byron, dans un texte « Comment sortir de la terreur criminelle et aveugle instaurée par les "bandits légaux » ?

« Une réponse efficace ne pourra être que politique avec une priorité absolue : libérer l'appareil étatique de l'emprise de la grande criminalité. Cela nécessite un large consensus socio-politique, qui implique un engagement clair des actrices/acteurs politiques autour de cette priorité », insiste le professeur d'université Jhon Picard Byron.